

ASS/GF/II/MG

2024-073

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 28 MAI 2024

OBJET : PRIME POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE – 2024			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 22 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Gérard FORCADA, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie DANRÉ à M. Michel MASUYER, M. Jean-Paul PUJOL à Mme Valérie FERRET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Christine BÉNET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240528-2024-073-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/05/2024
Publication : 30/05/2024

Pour le Maire



Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,
Vu l'avis favorable préalable du Comité Social Territorial en date du 28 mai 2024,

Considérant la possibilité accordée aux collectivités territoriales de mettre en place une prime à titre exceptionnel,
Considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement,
Considérant que les crédits correspondants sont inscrits au budget,

Il est rappelé à l'assemblée délibérante que les collectivités territoriales peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat forfaitaire au bénéfice des agents publics de la fonction publique territoriale.

Monsieur le Maire propose de soutenir le pouvoir d'achat des agents de la collectivité en instaurant une prime exceptionnelle.

Pour être éligibles à la prime, les agents (titulaires, stagiaires et contractuels de droit public) doivent remplir plusieurs conditions cumulatives :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

L'assemblée délibérante détermine les montants de la prime alloués aux agents, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers (article 5 du décret n°2023-1006 du 31/10/2023). Le montant maximum versé individuellement peut osciller entre 300 et 800 euros bruts.

Dans le respect de la réglementation, il est proposé de réduire le montant de la prime individuelle à proportion de 40% du plafond maximum déterminé par le décret, en fonction des tranches de rémunération brute perçue par les agents sur la période de référence.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant brut de la prime de pouvoir d'achat <i>(plafonds fixés par le décret)</i>
Inférieure ou égale à 23 700 €	480€ <i>(plafond 800 €)</i>
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	420€ <i>(plafond 700 €)</i>
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	360€ <i>(plafond 600 €)</i>

Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	<i>300€ (plafond 500 €)</i>
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	<i>240€ (plafond 400 €)</i>
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	<i>210€ (plafond 350 €)</i>
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	<i>180€ (plafond 300 €)</i>

(montant inscrits à titre indicatif pour un agent à temps complet et à temps plein, ayant travaillé toute la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023)

Le montant de la prime sera réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime sera versée en un versement unique avant le 30 juin 2024.

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fera l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

2/ D'autoriser le versement exceptionnel au mois de juin 2024, d'une prime individuelle dans le respect des montants déterminés.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

2/ D'autoriser le versement exceptionnel au mois de juin 2024, d'une prime individuelle dans le respect des montants déterminés.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA




Le secrétaire de séance,
Guy VIVÈS


